Les missions des corps d'inspection

Louis Baladier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/3524>

DOI : 10.4000/ries.3524

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1995

Pagination : 39-49

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Louis Baladier, « Les missions des corps d'inspection », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 08 | 1995, mis en ligne le 14 février 2014, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3524> ; DOI : 10.4000/ries.3524

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Les missions des corps d'inspection

Louis Baladier

- 1 L'évolution des rôles et des fonctions des corps d'inspection est étroitement liée à celle des transformations du système éducatif durant ces dernières décennies. C'est à travers ces évolutions que se dessinent progressivement la nécessité d'une culture de l'encadrement, l'obsolescence de certaines fonctions des corps d'inspection, l'émergence de nouveaux rôles, une problématique des missions nouvelles et des perspectives d'avenir.

L'évolution historique du concept d'encadrement en fonction des transformations du système éducatif

La sélection précoce d'une élite

- 2 Durant les années 50, entraient en 6^e 24 % d'une classe d'âge et plus de 90 % de ces 24 % menaient à leur terme des études supérieures. Le système éducatif avait alors pour missions l'alphabétisation de tous et la sélection d'une élite. Si la première de ces missions était assurée par l'enseignement primaire, il appartenait à l'enseignement secondaire de dégager et de former l'élite.
- 3 Le système était fondé sur cette sélection précoce, dès le concours d'entrée en 6^e, et ce n'était pas un scandale puisque l'état social de l'époque permettait des voies de réussite, et pas seulement d'intégration sociale, pour ceux qui quittaient le système à la fin du primaire, c'est-à-dire la grande majorité des jeunes.
- 4 Le système éducatif était au fond conçu pour les bons élèves, ceux qui étaient en phase avec le système, soit qu'ils en eussent le mode d'emploi dans leur milieu, soit qu'ils s'y adaptassent plus facilement et plus rapidement que les autres.
- 5 Puisqu'il s'agissait de sélectionner, dès l'entrée en 6^e, une future élite, les instituteurs et les professeurs avaient pour rôle d'identifier les meilleurs au sein du groupe classe. Dans cette perspective, le classement des élèves se révélait une procédure tout à fait adaptée.

- 6 Les corps d'inspection étaient chargés de contrôler la conformité des enseignements aux programmes officiels, les méthodes utilisées par les enseignants, le respect des normes, le niveau à atteindre, largement valorisé notamment lors des compositions et classements mensuels, lors de la préparation des examens du certificat d'études et d'entrée en sixième.
- 7 Les premiers sont félicités, reconnus, récompensés lors des proclamations des résultats, lors des remises de prix, non seulement les élèves obtenant la première place, le premier prix, mais aussi les maîtres, celui qui a préparé le premier du canton au certificat d'études, celui qui a poussé tel enfant du peuple à présenter « l'entrée en 6^e ».

Un enseignement de masse

- 8 En 1959, la réforme Berthoin rend la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans pour tous les élèves. Affirmer que tous les jeunes allaient suivre un enseignement secondaire fut, dans ce contexte, une véritable révolution. Cette décision se traduisit par une explosion quantitative extraordinaire, ce fut l'époque du « Un collège par jour ».
- 9 En quelques années, la massification de l'enseignement secondaire fut lancée, la massification et non la démocratisation comme on se plut alors à le dire car, en effet, la démocratisation du système éducatif reste encore à faire même si, contrairement à l'idée répandue, des progrès considérables ont été réalisés depuis le début des années 60.
- 10 La massification fit apparaître un phénomène nouveau : l'échec scolaire. Auparavant, un élève en échec était systématiquement éliminé par le système, aujourd'hui un élève est dans le système et peut y être, en échec, sans être éliminé. Ainsi, existe-t-il un nombre important d'élèves en échec plus ou moins lourd, plus ou moins profond.
- 11 L'échec scolaire fut très longtemps considéré comme un problème technique.
- 12 Le système était fondé sur une équation extrêmement simple où il y avait une variable et une constante : la constante était l'institution qui posait *a priori* des normes dans l'absolu, la variable était l'élève, les élèves. Et, tout ce qui n'était pas conforme, tout ce qui était hors norme, était éliminé, orienté vers la vie active.
- 13 Puisque cela n'était plus possible depuis la réforme Berthoin, il apparut indispensable d'adapter les élèves, tous les élèves à l'institution, à ses normes. Dans cette perspective, furent créés des programmes, des structures, d'adaptation ou de soutien. De nombreuses études furent consacrées à ce thème largement exploré et les travaux français s'inspirèrent plus ou moins directement des recherches américaines sur les programmes de compensation. Il s'agissait de compenser des manques appréciés par rapport aux normes en vigueur, notamment les handicaps socio-culturels.
- 14 Les personnels d'encadrement, chefs d'établissement et corps d'inspection, gèrent tant bien que mal les échecs scolaires. Ils furent conduits à réguler un système conçu pour sélectionner une élite dès le secondaire et qui, brusquement, eut pour vocation un enseignement de masse durant tout le secondaire sans que les fondements mêmes de ce système soient remis en cause.
- 15 L'échec de certains élèves devint peu à peu l'échec des enseignants, l'échec des procédures pédagogiques jusque-là utilisées puis l'échec du système éducatif tout entier, enfin un problème politique au sens grec du terme.

- 16 Il a bien fallu admettre que la logique qui consiste à poser l'institution comme la constante du système et les élèves comme la variable n'était plus opérante, et que le problème n'était pas seulement technique.

La démocratisation de l'enseignement

- 17 En 1995, l'école publique en France accueille 90 % des élèves scolarisés, elle ne les choisit pas, elle ne peut pas les choisir à la différence de l'enseignement privé. Elle a beaucoup progressé puisque ce ne sont plus 24 % des élèves qui sont scolarisés dans le secondaire mais 50 % qui y poursuivent une scolarité « normale », sans échec. Quelle autre institution, en Occident, a doublé son rendement en trente ans ?
- 18 Mais durant ce laps de temps, l'exigence sociale n'a pas doublé, elle a au moins quadruplé. Plus que dans le nombre d'échecs scolaires, le problème réside dans l'adéquation entre les résultats du système éducatif et la demande sociale : l'échec, en 1995, paraît intolérable à tous, élèves, parents, enseignants, décideurs, contribuables, en somme à l'opinion publique. La communauté nationale finira par hésiter devant le prix du système éducatif si celui-ci ne répond pas aux objectifs de la loi, la loi d'Orientation de 1989, qui donne pour mission à l'institution de « traiter » tous les élèves. Or, actuellement, seuls 50 % des élèves sont « traités ».
- 19 La constante ne peut plus être le système éducatif, la logique doit être radicalement inversée. La constante est l'élève, les élèves, et la variable la réponse de l'institution. Désormais, l'enjeu est de réaliser cette révolution copernicienne dans les esprits et, comme le prévoit l'article premier de la loi d'Orientation, de mettre l'élève au centre du système éducatif.
- 20 Le véritable problème éducatif, en France, à l'heure actuelle, est de passer de la massification, qui est réalisée, à la démocratisation. En effet, le danger pour le système français serait que l'école ne soit utile qu'à ceux qui pourraient se passer d'elle. Or, la mission de l'École est d'abord mission démocratique ; il s'agit d'élever le niveau de formation de toute la population, en particulier, de celle qui ne dispose d'aucune autre chance pour sa promotion individuelle. Aujourd'hui, il convient d'assurer le passage de la massification à la démocratisation en ne considérant plus seulement le quantitatif mais aussi, et surtout, le qualitatif.
- 21 Chaque élève doit pouvoir parvenir à son niveau d'excellence dans son domaine privilégié. Pour y parvenir, il convient d'adapter l'institution aux élèves, à chaque élève. En conséquence, il devient inopérant de classer les élèves en fonction de normes préétablies mais, en revanche, il s'avère indispensable d'évaluer précisément les compétences de chacun pour identifier les points forts, les difficultés, pour adapter les pratiques pédagogiques aux besoins constatés, pour apprécier les progrès, pour ajuster les procédures pédagogiques... Ce processus incessant d'évaluation des compétences de l'élève, de redéfinition des démarches pédagogiques en vue de meilleures performances de chaque jeune constitue une véritable révolution culturelle.
- 22 Les personnels d'encadrement, notamment les corps d'inspection, ont un rôle bien spécifique à jouer dans ce processus. Il leur revient d'encadrer les enseignants pour que cette mutation se réalise.

Une culture de l'encadrement

Les personnels d'encadrement

- 23 Les corps d'encadrement ont un rôle décisif à jouer dans le passage de la massification à la démocratisation, parce qu'ils sont à la fois proches de la réalité du terrain, – ils connaissent les classes, les établissements, les publics d'élèves, les enseignants – et porteurs des finalités et des objectifs de la politique nationale définie par le ministre, adaptée aux spécificités régionales par le recteur. Ainsi, ils sont les acteurs privilégiés du système pour identifier les difficultés et les réussites en les resituant dans un contexte local précis et en appréciant les écarts entre les résultats constatés et les objectifs fixés aux niveaux national et régional.
- 24 Leur rôle ne se limite plus à un contrôle de conformité ou à une régulation du fonctionnement de l'institution. Il s'agit d'encadrer une évolution, à certains égards une révolution culturelle, et de rechercher avec tous les acteurs du système une réponse adaptée aux besoins des élèves, de chaque élève, de lancer des actions, de les coordonner, d'évaluer leurs effets au regard des performances des jeunes. En somme, les personnels de direction, d'inspection et d'administration doivent assumer le rôle de cadres, c'est-à-dire assurer l'exercice personnalisé de la responsabilité, se considérer comme directement responsables des résultats.
- 25 Pour illustrer mon propos, je retiendrai un cas parmi beaucoup d'autres, celui des « néo-lycéens » qui, il y a cinquante ans, n'auraient jamais fréquenté le lycée. L'utilisation stricte des démarches pédagogiques utilisées durant les dernières décennies pour une élite sociale, culturelle et intellectuelle sévèrement sélectionnée, s'est révélée un échec. L'échec des élèves n'a été que la concrétisation de l'échec d'une transposition à l'identique de procédures pédagogiques à un public différent.
- 26 Il a fallu trouver la solution à l'échec des élèves, des professeurs, de l'institution ou plutôt les multiples moyens d'élaborer des solutions avec et pour les uns et les autres. Mais, alors, tous les responsables de l'institution ont dû participer, collaborer. En effet, pour assurer la qualité de l'acte pédagogique, il s'avère indispensable de trouver administrativement les moyens, les organisations favorables. La logistique n'a de sens que par rapport à l'acte pédagogique, à ses résultats. L'évaluation des effets des différentes mesures, structurelles, pédagogiques... permet d'ajuster sans cesse les organisations, les pratiques aux besoins. Toutefois, ce type de démarche suppose la complémentarité des rôles des personnels d'administration, de direction et d'inspection et exclut la dichotomie « administratif/pédagogique » tellement prégnante dans notre institution. Pour éviter cette distinction administratif-pédagogique dans notre institution, voire cette rupture ou opposition, il convient de créer une véritable culture de l'encadrement, une culture commune à tous les responsables de l'éducation nationale.

L'École supérieure des personnels de l'encadrement du ministère de l'éducation nationale

- 27 Dans cette perspective, le ministre a décidé de transformer l'actuel Centre national de formation des personnels d'inspection et de direction (CNFPID), installé boulevard Bessières à Paris, en École supérieure des personnels de l'encadrement du ministère de

l'éducation nationale (ESPEMEN) dont les locaux seront transférés sur le site moderne du Futuroscope de Poitiers. Il s'agira de faire en sorte qu'à la logique de formation à des métiers spécifiques, direction, inspection, administration, se substitue la logique de l'intégration à une culture de l'encadrement de l'éducation nationale.

- 28 Mais, le système éducatif est particulièrement rebelle à la culture d'encadrement fort liée au concept d'autorité. En effet, au sein du système éducatif, nous voulons pour nos élèves développer un sens critique, une certaine volonté subversive par rapport à tout ce qui est reçu. Il paraît donc tout à fait compréhensible que ce milieu soit plus réfractaire à ce type de culture qu'un milieu aspirant à la directivité.
- 29 La formation dans cette école supérieure ne pourra donc faire l'économie d'une réflexion sur le type d'autorité que doit avoir un personnel d'encadrement en fonction de ses domaines d'intervention. Puisque la constante du système éducatif n'est plus l'institution et ses normes mais l'élève, puisque la variable n'est plus le groupe d'élèves mais la réponse de l'institution, la directivité centralisée, le contrôle de conformité ne constituent plus les bases de l'autorité. Si l'élève est bien au centre du système éducatif, le projet pédagogique, fondé sur des besoins objectivement constatés, doit être défini en objectifs opérationnels et non en déclaration d'intentions.
- 30 Dans ce cadre, l'autorité des personnels d'encadrement, notamment des corps d'inspection, sera fondée sur les compétences pour expliquer, animer, réguler, évaluer, c'est-à-dire aider à résoudre un problème : l'échec scolaire.

L'information sous toutes ses formes

- 31 L'information constitue un élément essentiel de la culture de l'encadrement de l'éducation nationale. Les personnels responsables et plus particulièrement les corps d'inspection, doivent pouvoir chercher, trouver et lire l'information non seulement dans le bulletin officiel, dans des documents diffusés par l'éducation nationale mais aussi dans des travaux de recherche français et étrangers. Le recueil des données est certes une phase essentielle mais constitue seulement une étape préalable au traitement des informations pour une opérationnalisation adaptée au contexte et au public concernés. Cette étape de conceptualisation doit permettre d'orienter les décisions, les actions.
- 32 Mais pour ce faire, l'information devra être relayée par des circuits de diffusion, chefs d'établissement, groupes d'enseignement, commissions... par des supports écrits, audiovisuels... par des démarches pragmatiques efficaces dans des situations concrètes.
- 33 En somme, les corps d'inspection doivent pouvoir être des pivots de l'information pour aider les enseignants à enrichir leurs connaissances, affiner leurs observations, échanger leurs pratiques, réfléchir à leurs difficultés et à leurs réussites, élaborer des démarches adaptées aux besoins, évaluer leurs effets au regard des performances des élèves. Être pivots de l'information signifie que, pour les personnels d'inspection, si l'information constitue bien un moyen d'enrichissement personnel, elle est avant tout destinée à profiter aux autres acteurs du système éducatif par le biais de l'impulsion, du conseil, de l'évaluation. L'ambition de l'école supérieure des personnels de l'encadrement du ministère de l'éducation nationale pourrait être de donner à tous les stagiaires la maîtrise des discours, reçus, conceptualisés, diffusés, pour une action éducative efficace.

Les missions des corps d'inspection

La tendance à l'obsolescence de certaines missions

- 34 Pour le public, la représentation des tâches des corps d'inspection se limite à un aspect visible de leur activité, la traditionnelle inspection individuelle. Cette activité a été tout à fait indispensable au XIX^e siècle pour contrôler le recrutement des maîtres d'école effectué par les notables des communes, pour contrôler les méthodes utilisées, individuelle, mutuelle..., pour contrôler la qualité des enseignements dispensés, pour contrôler la quantité de matériel, mobilier, livres, mis à disposition de l'école, pour contrôler les diverses modalités de rétribution du maître, effectuées par les familles, la commune, le département. Toutefois, progressivement, les enseignants ont été recrutés au niveau national, formés selon des modalités définies nationalement dans les écoles normales (EN), aujourd'hui les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), rétribués par l'État ; l'inspection individuelle a eu pour objet le contrôle des enseignements, leur conformité avec les textes officiels nationaux, la réussite des élèves, la notation des enseignants pour le déroulement de leur carrière, mutation, avancement..., les conseils donnés pour améliorer la transmission des connaissances.
- 35 Ces fonctions de contrôle des corps d'inspection s'exerçaient et s'exercent toujours dans le cadre de la classe. Or, les évolutions importantes du système éducatif depuis 1959 ont mis en évidence les limites de l'inspection individuelle. Le problème de l'échec scolaire dépasse le cadre de la classe. Des facteurs multiples, personnels, familiaux, sociaux, culturels, économiques, scolaires, ont des effets sur la constitution progressive des hiérarchies de réussite scolaire. Certes, l'École ne peut être chargée de compenser toutes les inégalités et il paraît absolument nécessaire de définir les limites de son champ d'action. Toutefois, il s'avère indispensable d'identifier les facteurs de réussite, de difficultés, leurs interactions pour ne pas succomber à un certain fatalisme sociologique.
- 36 L'inspection individuelle apparaît souvent comme une survivance des activités traditionnelles des corps d'inspection mais son utilité est discutée pour des raisons diverses : effets des constats, des conseils sur les pratiques effectives des enseignants, impact réel de la notation sur le déroulement de carrière.
- 37 Actuellement, la mission de contrôle des corps d'inspection ne revêt plus un caractère systématique, elle répond à un constat ou à une demande établie par un supérieur hiérarchique. En effet, les inspecteurs sont conduits, de par leur fonction, à intervenir dans l'analyse et le règlement de dysfonctionnements ou de difficultés graves au sein d'une école ou d'un établissement. En ce domaine, leur rôle est fondamental dans la mesure où ils apportent un regard extérieur propice au règlement de situations complexes. Ce contrôle peut être effectué selon des procédures fort diverses : visite d'école ou d'établissement, entretiens, inspections, réunions, étude de documents ou toute autre forme utile. Bien que certaines missions traditionnelles, notamment l'inspection individuelle et la notation des enseignants, soient moins centrales, elles perdurent de fait.

L'émergence de missions nouvelles

- 38 Les corps d'inspection ont pour mission de relayer les politiques ministérielle et rectorale, de favoriser leur mise en œuvre, comme par exemple l'organisation en cycles de l'école primaire, la conduite de l'expérimentation dans les 6^e et 5^e des collèges, les nouvelles sections dans les lycées. Les actions d'impulsion peuvent se dérouler dans des cadres fort divers : participation à la définition du plan de formation continue de la mission académique de formation des personnels de l'éducation nationale (MAFPEN), élaboration de propositions concrètes pour ce plan, stages de formation continue dans les MAFPEN, stages de regroupement académique, dans les écoles, les établissements, groupes de travail dans les écoles, les établissements, les ZEP, les bassins de formation, élaboration des plans de formation initiale dans les IUFM, interventions dans les IUFM, suivi des stagiaires dans les classes...
- 39 Si les corps d'inspection ont pour mission d'animer les politiques ministérielle et rectorale, il leur appartient aussi d'évaluer. La mission d'évaluation répond à une double préoccupation, d'une part apporter l'aide nécessaire aux personnels pour mettre en œuvre la politique éducative, d'autre part fournir les constats indispensables à la régulation des politiques nationale et rectorale. Cette mission d'évaluation se fonde sur l'observation des comportements et des performances des élèves, sur l'analyse critique des pratiques professionnelles dans les classes, les écoles et les établissements. Mais ce qui se déroule dans une classe ne prend son sens que resitué dans un contexte précis.
- 40 Cette analyse des pratiques est l'occasion d'un véritable dialogue, de la confrontation de points de vue, celui du ou des praticiens impliqués et celui de l'inspecteur, observateur attentif. L'entretien permet d'identifier les réussites, les difficultés, de déterminer les améliorations possibles.
- 41 Étant donné que l'évaluation des pratiques professionnelles a pour but d'améliorer le fonctionnement du système éducatif, elle ne peut se limiter à une intervention ponctuelle. Au contraire, elle est une étape dans un processus d'actions multiples, diversifiées : visite d'école ou d'établissement, participation à la définition du projet d'école, d'établissement, inspection(s), entretien(s), réunion de bilan.
- 42 Pour favoriser l'évolution de parcours individuels et collectifs, l'inspecteur apporte aux personnels l'aide nécessaire, sous forme de conseils, d'indications bibliographiques, de propositions de participation à des actions de formation continue. Il veille à la réalisation de stages de formation continue répondant aux besoins identifiés, il contribue, si nécessaire, à l'organisation et à la conduite de ces stages. Il contribue à la conceptualisation et à la diffusion des réussites en invitant les personnels concernés à intervenir dans des stages de formation, voire à produire des documents écrits.
- 43 À toutes ces actions d'évaluation, de conseil, d'aide, de réflexion, d'information, de formation, s'ajoutent les inspections dites « statutaires » pour titularisation après inscription sur liste d'aptitude, titularisations après concours internes, inspections des stagiaires de l'IUFM.
- 44 Aux missions de contrôle, d'évaluation, d'impulsion, s'ajoutent des tâches telles que l'élaboration de sujets d'examen, la participation aux concours de recrutement.

- 45 Parmi toutes les actions précédemment citées, aucune n'est inutile, chacune a son importance et sa justification mais les inspecteurs ressentent cette accumulation de fonctions comme un émiettement des tâches.

L'identité fonctionnelle des corps d'inspection

- 46 Si l'élève est au centre du système éducatif, si ce système a pour mission de « traiter » tous les élèves, y compris ceux en échec scolaire, il s'avère indispensable de redéfinir et d'actualiser la problématique des missions des corps d'inspection pour créer une nouvelle dynamique de fonctionnement au sein de l'institution qui permette de passer de la massification à la démocratisation.
- 47 Pour les personnels d'inspection, il paraît indispensable de trouver un sens réel, une cohérence à leurs missions resituées concrètement dans une dynamique de fonctionnement, en somme retrouver une place bien spécifique au sein de l'institution.

Les perspectives d'avenir

Les enjeux

- 48 Les personnels d'encadrement de l'éducation nationale interviennent comme acteurs dans un large système d'action.
- 49 Pour le ministre, ainsi que pour les parents, les agents économiques et l'opinion publique, l'enjeu est l'efficacité d'une politique appréciée au regard des performances des élèves, de leur insertion professionnelle et sociale. Il appartient au ministre de définir les finalités de manière rigoureuse. En fonction des besoins économiques et sociaux, il annonce une politique, les priorités, les enjeux, les objectifs, les résultats escomptés non seulement pour fournir à tous un cadre de référence commun mais surtout pour introduire, dans une gestion par objectifs d'action, une logique des résultats.
- 50 Dans ce cadre, le recteur définit et hiérarchise les objectifs régionaux en fonction des spécificités locales. Dans cet ensemble, les personnels d'encadrement peuvent utiliser une large marge de manœuvre dans la réalisation effective de la politique d'éducation et contribuer à la dynamique collective par leurs compétences spécifiques, l'originalité de leurs idées, les formes de mise en œuvre, les méthodologies d'évaluation...
- 51 En somme, les corps d'inspection sont responsables de la politique éducative dans un secteur géographique déterminé.

L'impulsion, l'évaluation

- 52 Dans cette perspective, ils assurent pleinement leur mission d'impulsion, de formation pour favoriser la mise en œuvre de véritables projets d'action conçus afin de répondre aux besoins constatés et analysés de manière précise.
- 53 Toutefois, les demandes d'autonomie, de responsabilité, de grande diversité dans les réponses proposées ne peuvent être satisfaites que si, corrélativement, l'évaluation est renforcée. Elle devra obéir à deux principes¹ :
- « porter sur les résultats et non sur les méthodes » ou les personnes ;

- « être comprise comme un outil d'information et non comme un instrument de contrôle conduisant à des mesures coercitives ».

- 54 Pour que l'évaluation soit effectivement perçue comme un outil d'information, les effets de telle action, de telle mesure, administrative ou pédagogique, devront être soigneusement analysés, les facteurs de difficultés et de réussites identifiés.
- 55 La conceptualisation et la formulation de propositions auront pour but d'aider les personnels à ajuster leurs actions pour atteindre autant que possible des objectifs définis aux niveaux national et rectoral.
- 56 Si les corps d'inspection ont pour mission d'animer la politique éducative, d'évaluer ses effets, de rechercher sans cesse comment concrètement réduire les écarts entre les finalités, les objectifs nationaux et les résultats effectifs en terme de performances des élèves, il leur appartient aussi d'informer le recteur et le ministre.

L'anticipation, la régulation

- 57 Parce que les corps d'inspection sont responsables de la politique éducative conduite dans une zone géographique déterminée, leurs missions ne peuvent se limiter aux formes variées de l'impulsion et l'évaluation.
- 58 Ils se trouvent entre l'administration centrale et la classe, ou pour le formuler autrement, entre le ministre et l'élève. Leur connaissance des réalités du terrain leur permet d'analyser finement les effets d'une politique éducative, les effets d'initiatives locales, de formuler un diagnostic sur telle ou telle situation, d'élaborer des propositions non seulement en direction des écoles, des établissements scolaires, des personnels mais aussi en direction de l'administration centrale.
- 59 Leur mission d'anticipation se révèle fondamentale pour alerter sur les difficultés prévisibles, pour proposer des voies nouvelles, pour, en somme, tenter d'approcher l'idéal annoncé par des régulations successives.
- 60 L'avenir des corps d'inspection peut être imaginé comme celui d'acteurs du système éducatif, responsables de la politique éducative dans un processus dynamique – impulsion, évaluation, anticipation, régulation –, placés entre l'idéal et la réalité, chargés de réduire sans cesse l'écart entre la réalité et l'idéal.

NOTES

1. Rapport Picq, p. 51.

RÉSUMÉS

Les transformations du système éducatif français au cours de ces dernières décennies ont rendu obsolètes certaines missions confiées traditionnellement aux corps d'inspection et ont fait émerger la nécessité de créer une culture de l'encadrement commune à tous les responsables de l'éducation nationale. Impulsion, évaluation, anticipation, régulation constituent désormais les tâches essentielles des fonctions inspectoriales.

INDEX

Index géographique : France

Mots-clés : évaluation, inspection, personnel d'encadrement, système éducatif

AUTEUR

LOUIS BALADIER

Directeur des Personnels d'inspection et de direction, ministère de l'éducation nationale, Paris, France.